

Mouvement contre la loi Vidal: après les occupations, le blocage des examens

Rennes, 14 mai 2018 (AFP) -

Après l'évacuation de l'université de Rennes-2, l'une des dernières occupées, les opposants à la réforme de l'accès à la fac tentent de poursuivre le mouvement en empêchant la tenue des examens comme à Lyon 2 où les épreuves de fin d'année ont été annulées.

L'université de Rennes 2, bloquée depuis début avril, a été évacuée lundi matin par les forces de l'ordre "dans le calme et sans incident", selon son président, Olivier David.

La décision de faire évacuer Rennes 2, qui compte 25.000 étudiants, "s'est imposée suite à l'impossibilité de négocier avec l'assemblée générale étudiante et les organisations représentatives des étudiants", justifie le président.

Et la priorité désormais est de préparer "l'organisation des examens, prévus du 17 au 28 mai", ajoute-t-il.

Au plus fort de la mobilisation, quatre universités (sur 73) ont été bloquées et une dizaine de sites perturbés. Les forces de l'ordre étaient déjà intervenues pour lever les blocages à Paris-1 (sur le site de Tolbiac), Grenoble, Montpellier, Toulouse, Nantes ou encore Rennes (Sciences-Po).

Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, seule restait bloquée lundi matin l'université de Nanterre, tandis que celle de Paris-8 l'était "partiellement". Il y a aussi des blocages dans certaines licences (UFR): Limoges, Marseille, Sorbonne-université (Malesherbes, Clignancourt). C'est "deux fois moins qu'il y a quinze jours", a commenté le ministère.

Le mouvement se poursuit désormais sous une autre forme, les étudiants mobilisés tentant d'empêcher la tenue des partiels.

"Les examens se tiendront, nous le devons aux étudiants", a assuré lundi Frédérique Vidal qui "condamne" dans un tweet "les blocages conduisant les présidents d'université à reprogrammer certains examens".

Mais à Lyon, après le blocage lundi des deux sites de l'université Lumière Lyon 2 par 300 étudiants sous forme de chaînes humaines et l'intervention des forces de l'ordre sur le campus des quais de Rhône, la présidente a décidé d'annuler toutes les épreuves sur table de fin d'année qui devaient se tenir jusqu'à fin mai. Elles seront remplacées par des "modalités de contrôle des connaissances alternatifs". Au moins 20.000 des 28.000 étudiants de l'université sont concernés par cette décision.

Lundi, d'autres examens n'ont pas pu se tenir à Marseille et à Paris-8. A Marseille, les examens prévus pour environ 700 étudiants ont aussi été annulés après le blocage d'un site universitaire sur la Canebière. Vers 09H00, des policiers ont repoussé les 60 à 80 jeunes qui bloquaient l'entrée de la faculté de droit et d'économie, où avaient été délocalisées des épreuves de sciences, a constaté l'AFP.

- à Nantes, examens sous haute sécurité -

A Nantes une cinquantaine d'étudiants ont tenté d'empêcher la tenue des examens à La Trocardière, avant d'être évacués par la police peu avant 08h00. Les examens se sont déroulés avec des policiers à l'extérieur des bâtiments et des agents de sécurité à l'intérieur, selon une source policière.



En région parisienne, plusieurs dizaines d'étudiants de Paris 8-Saint-Denis, très perturbée depuis plus d'un mois, sont venus manifester au cri de "pas de partiels sous contrôle policier" devant un centre d'examen de Saint-Ouen où étaient délocalisés des partiels de psychologie.

Dix minutes avant le début de l'épreuve, des enseignants ont annoncé que le partiel était finalement annulé et remplacé par des "devoirs maison", à la grande déception de certains candidats.

"J'aime leur cause mais je trouve qu'ils abusent. On se déplace avec les grèves, on révise, tout ça pour rien. Certains vont redoubler. Ils nous handicapent alors qu'on ne demande rien", déplore Jade, étudiante en première année de licence.

En fin de semaine dernière, les partiels des étudiants de l'université de Nanterre, délocalisés au centre d'examens d'Arcueil (Val-de-Marne), avaient également été annulés sous la pression des bloqueurs.

La contestation qui vise la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), accusée par ses opposants d'instaurer un système de "sélection", a divisé les syndicats étudiants.

L'Unef (gauche) y est opposée, mais la Fage, première organisation étudiante, la soutient. L'UNI (droite) a fustigé "le laxisme du gouvernement" face aux blocages.

bur-ao-san/cam

Afp le 14 mai 18 à 19 57.